

Quelle sera la place de la sobriété dans la transition énergétique en France ?

Thomas Biasini, Rachele Caillard, Agathe Chauvel, Léo Roux, Alexis Thune



“La sobriété, c’est un concept simple : des économies choisies plutôt que des coupures subies.

C’est une réponse pour l’urgence et un rempart contre des mesures plus contraignantes, bien sûr. Mais, plus largement, la sobriété est une nouvelle manière de penser et d’agir, qui sera une des **clés** de notre **transition écologique** et de notre **souveraineté énergétique**.” Elisabeth Borne – octobre 2022

Transition énergétique : Objectif politique et technique de **modification** structurelle profonde de notre manière de **produire** et de **consommer** l’énergie, notamment avec le passage aux énergies renouvelables. Aujourd’hui la transition énergétique vise à accroître l’**indépendance énergétique** de la France et à lutter contre le **réchauffement climatique**.

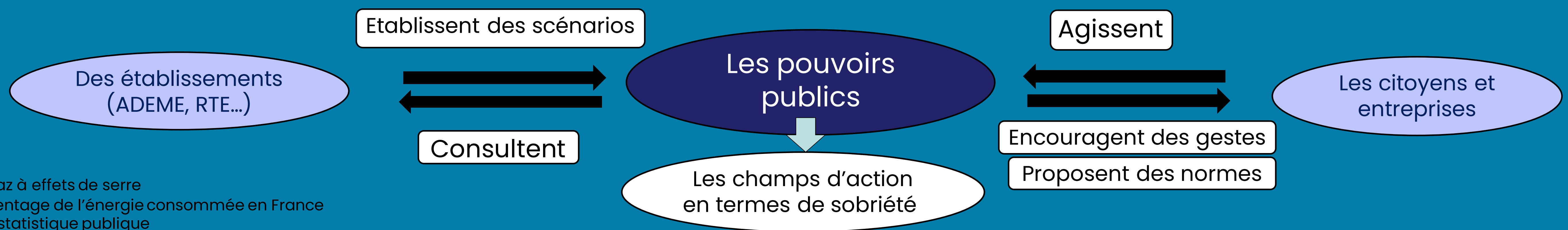
Sobriété énergétique : **Réduction volontaire** d’énergie (décarbonée ou non), éviter de consommer ou produire des choses dont on peut facilement se passer. Distinguer la sobriété **individuelle** de la sobriété **collective** (modes d’organisation sociétaux, mesures nationales). Différente de la **pauvreté** (contrainte) et de l’**efficacité** (même service rendu en consommant moins d’énergie).

Pourquoi la sobriété ?

- Permettre d’**amortir la transition énergétique**, cette dernière impliquant des tensions sur les apports énergétiques à cause de la dépendance à des énergies renouvelables intermittentes
- Le recours unique à l’efficacité énergétique est insuffisant pour baisser assez la consommation totale énergétique française

La **LTECV** : Loi de la Transition Energétique pour la Croissance Verte publiée en 2015 vise à renforcer l’indépendance énergétique de la France tout en préservant l’environnement.

Le **plan de sobriété** d’octobre 2022 : établi par le gouvernement, il s’ouvre à deux horizons de temps : affronter la crise énergétique cet hiver et lutter contre le réchauffement climatique à long terme



*GES : gaz à effets de serre
**pourcentage de l’énergie consommée en France en 2021, statistique publique

Secteur : % des émissions de GES	Résidentiel : 47% **	Transport : 29% **	Numérique : 5% *** d’ici 2025	Industrie et agriculture : 23% **
Actions collectives organisées par tous les acteurs collectifs (l’Etat, les collectivités, les entreprises...)	2 sources d’émissions : - Construction des bâtiments : nécessité de rénover - Chauffage : nécessité d’isoler La LTECV prévoit : - de “rénover énergétiquement 500 000 logements par an à compter de 2017” - « Avant 2025, tous les bâtiments privés résidentiels classés F ou G [...] doivent avoir fait l’objet d’une rénovation énergétique » Efficacité de ces plans et place de la sobriété : - Aucune baisse dans la consommation globale d’énergie pour le résidentiel mais diminution des émissions de GES (ONRE 2020) - La sobriété n’a pas encore été mise en place dans ce secteur mais les sources énergies sont moins carbonées	Les plus grands émetteurs : - Les véhicules routiers (voitures et camions) - Les transports maritimes, aériens , par chemin de fer La LTECV conçoit - un développement des transports “propres” avec la technologie de l’hydrogène et des biogaz à hauteur de 15 % - Un usage quasi-exclusif de véhicules électriques pour éviter les émissions de GES*.	- limiter l’obsolescence (programmée, logicielle, technique et psychologique) - contraindre les opérateurs privés à plus de transparence : par exemple, l’impact environnemental des activités numériques d’un client d’opérateur mobile ou fournisseur d’accès à internet est désormais indiqué sur sa facture - responsabiliser la population par des campagnes de sensibilisation aux impacts numériques dès l’école, et aux bons réflexes à prendre (cf <i>Actions individuelles</i>). En effet, ¼ des consommations électriques des appareils numériques pourraient être évitées par de meilleurs comportements***.	La France n’est pas prête à diminuer sa production industrielle mais souhaite au contraire se réindustrialiser . Pour atteindre la neutralité carbone tout en réindustrialisant le pays, l’ADEME propose : - De développer l’ agriculture extensive et sans intrants de synthèse - De privilégier le made in France - De relocaliser certaines filières - D’encourager le réemploi , le recyclage (verre et aluminium notamment), la réparation.
Actions individuelles	- Baisser le chauffage à 19° C - Ne pas faire construire de nouveau logement - Centraliser les services, privilégier les logements collectifs	- Privilégier une mise en commun des transports (transports en commun , covoiturage, train) - Prévoir ses déplacements pour les réduire au maximum - Utiliser des mobilités actives comme la marche à pied ou le vélo - Consommer local, utiliser des points relais - Moins se déplacer (télétravail, loisirs)	- Avant l’achat : limiter les changements d’appareil, privilégier le reconditionné, regarder les labels environnementaux et l’indice de réparabilité, éviter les objets connectés - Pendant l’usage : protéger ses appareils, les éteindre quand inutilisés, nettoyer les fichiers inutiles et la poussière, maintenir le niveau de la batterie entre 20 et 80% et en mode économie d’énergie, privilégier l’Ethernet ou le wifi aux données mobiles - Après l’usage : recyclage ou réemploi, donner une seconde vie à ses vieux appareils	- Diminuer sa consommation de produits manufacturés - Manger moins de viande - Réparer au lieu de racheter
Place de la sobriété dans chaque secteur	La sobriété occupe une grande place dans ces plans puisqu’on ne construit rien de nouveau. Ils profitent à un grand nombre de personnes (meilleur isolation, création d’emplois, amélioration des conditions de vie précaires). Les autres plans proposent de réorganiser les villes et construire en hauteur. C’est dans ce secteur que la sobriété a le plus de place . En effet, le chauffage est extrêmement consommateur. Cependant les plans proposés ne sont pas encore efficaces.	Le Transport est un sujet délicat lorsqu’on parle de sobriété. En effet, toutes les infrastructures actuelles sont organisées autour de mobilités massives (centres commerciaux, villes et banlieues...). Devenir sobre en transport implique une reconfiguration de ces espaces , qui ne s’associe pas forcément avec une sobriété en bâtiments. En outre, la politique actuelle de l’état ne s’inscrit pas dans la sobriété , c’est aux collectivités régionales d’agir (Cf LTECV)	Dans les deux premiers scénarios de l’ADEME, un usage raisonné du numérique est prôné. Il serait utilisé de manière collaborative, pour le développement territorial, avec réutilisation et réparation, et des data centers à consommation restant constante d’ici 2050. Dans les 2 autres, ils consommeraient de 10 à 15 fois plus, et le numérique serait dédié à l’optimisation et à l’IA. Le numérique est le secteur par excellence où l’ économie circulaire doit être visée. A noter que la tendance actuelle dans le numérique n’est absolument pas à la sobriété . (***Guide <i>En route vers la sobriété numérique</i> , ADEME)	Peu de marge de manœuvre en termes de sobriété car sobriété et croissance sont a priori en contradiction. Cependant, l’industrie française semble concernée par le recyclage et le réemploi qui sont deux alternatives sobres.

Limites



Risque d’un **refus populaire** d’une politique de sobriété vue comme de l’écologie punitive, ou d’un refus de changer d’habitudes de consommation pour rester dans des habitudes plus confortables

Risque d’un **refus des acteurs économiques** d’une politique de sobriété vue comme une volonté de décroissance économique

Risque d’un **refus politique**, dont la place au pouvoir repose sur les acteurs précédents

